

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire 63570

N° 760 – 30 Août 2003

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

UN SILENCE ASSOURDISSANT

Il semblerait que le Président de la République ait fait entendre un silence assourdissant pendant ces dramatiques semaines que vient de traverser notre pays. Je suis heureux, à la manière de Cyrano, de lui souffler ce qu'il aurait pu dire s'il avait eu quelques lettres...

Maritime : la barque de l'Etat est trop chargée, elle fait eau de toutes parts, puis va chavirer sans doute. Que faire ? Ecouper ? Jeter tout ce qu'on peut par-dessus bord ? Aller nous-mêmes à la baille ?

Chimiste : les acides qui rongent la société sont l'irresponsabilité, la contribution forcée, la bureaucratie, la politique et l'idéologie,

Familial : les parents doivent prendre soin des enfants, et les enfants adultes doivent prendre soin des parents âgés, hélas les parents se sont vu déposséder de l'éducation de leurs enfants et de la charge de leurs aînés, on a libéré les familles de leurs responsabilités en transformant la solidarité en droit social.

Enfin, parodiant Bastiat en un sanglot : « La fraternité ? Les avantages pour moi, les charges pour les autres »...

Voilà Monsieur, ce que vous eussiez dit si...

Evidemment, vous avez préféré mettre la société civile en accusation, puisque la société politique sur laquelle vous régniez est au dessus de tout soupçon. Vous et les vôtres avez tout vu, vous avez tout lu, vous êtes les Arias de la vie sociale. Vous avez fait votre la formule : responsable mais pas coupable.

Responsable, au sens que vous voulez tout régenter, coupable car il n'est pas question que vous soyez condamné pour votre incurie.

J'adresse par hasard ce pamphlet à Jacques CHIRAC, parce qu'il est symbolique de la société politique française. Mais il concerne bien sûr tous les hommes publics, politiciens et hauts fonctionnaires, qui se sont faits un devoir de conduire le pays depuis des années, tous ces lions qui prennent les Français pour des ânes.

J'ai été frappé que bien peu de commentateurs, à l'exception notable de Bernard KOUCHNER, aient eu le courage ou la lucidité de dire la vérité : ce que nous avons vécu est typique du mal français, de notre choix pour le tout-Etat.

En étendant sans cesse son domaine, en intervenant à tout propos, l'Etat finit par s'exposer à toutes les critiques. La boulimie étatique se termine par une indigestion politique.

Depuis quatre mois, on mesure tout ce que l'on demande à l'Etat : prodiguer l'éducation, l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, organiser les retraites du secteur privé comme du secteur public, gérer le chômage des gens du voyage, prévenir et combattre les catastrophes naturelles comme les feux de forêts, les tempêtes, les sécheresses, la pollution des côtes, soigner en urgence les vieillards souffrant de la canicule, assurer les obsèques ou suivre la convalescence, aider les personnes âgées isolées, en un mot : faire la pluie et le beau temps.

Pour mémoire, n'oublions pas que l'on attend aussi de l'Etat qu'il relance la croissance, l'emploi, le pouvoir d'achat, l'excédent de la balance, l'équilibre du budget. N'oublions pas non plus les tâches harassantes que le législateur s'est attribuées. N'oublions pas enfin qu'un grand nombre d'activités vitales du pays sont entre les mains d'entreprises publiques qui ne sauraient laisser le gouvernement indifférent : transports, énergie, information et communication.

Donc, l'Etat va devoir entretenir des relations plus ou moins harmonieuses avec des millions de Français : les enseignants, les parents d'élèves ; les universitaires, les intermittents du spectacle, les retraités actuels et futurs, les paysans, les propriétaires fonciers, les chasseurs, les pompiers, les hospitaliers, les infirmières et médecins, les pompes funèbres, les cheminots, les électriciens-gaziers, les postiers. On comprend qu'il faille des dizaines de ministères et des centaines de milliers d'agents administratifs pour gérer ces relations.

Ce que l'on feint de ne pas voir, c'est que chacun de ces dossiers, chacune de ces « négociations » est l'occasion d'une polémique partisane. Le résultat le plus évident de cette tension permanente, qui fait le régal de la gent journalistique, est un climat d'agressivité verbale, d'hostilité généralisée, de démonstrations de force et de violence de plus en plus fréquentes et de plus en plus spectaculaires. Les hommes de parti se renvoient la balle : c'est ce gouvernement, non c'est le précédent. Mais celui-ci et le précédent, comme tous les autres dans tous les pays et toutes les périodes, n'ont eu de cesse que d'étendre leur pouvoir, de multiplier leurs budgets et leurs fonctionnaires. Ce n'est pas affaire de parti, c'est affaire de système.

Le peuple le sent plus ou moins confusément, et le personnel politique est discrédité dans l'esprit du plus grand nombre. Grave danger pour la démocratie, car la porte est ouverte à l'aventure et aux aventuriers. Nous ne sommes plus dans une société de confiance, mais dans une société de défiance.

A ce mal profond, à ce mal français, il n'y a qu'un remède : substituer la société civile à la société politique dans tous les domaines où par nature l'Etat n'a rien à faire parce que la coercition n'est pas nécessaire. Le désengagement de l'Etat signifie le passage des bureaucraties et des monopoles publics à l'initiative privée et à la concurrence. Les perspectives de la concurrence sont extraordinaires : nous en parlerons dès ce Lundi prochain à Aix. Il faut parallèlement reconstruire les solidarités privées et volontaires : s'engager au service de la communauté. Affaire d'éducation, mais aussi aujourd'hui affaire de survie et de préservation de nos libertés.

Jacques GARELLO

Conjoncture

RECESSION EN FRANCE, REPRISE AUX ETATS-UNIS

Nous nous étions quittés en juin sur l'idée d'une croissance zéro en France, au second trimestre, sur la foi des informations fournies par la Banque de France. Nous nous étions trompés. La réalité est bien plus sombre : c'est à un recul du PIB auquel on assiste maintenant. Pendant ce temps, la reprise se confirme aux Etats-Unis. Mais la France, contrairement à d'autres pays d'Europe, n'ayant pas fait le choix de la réforme, risque de laisser passer le train de la reprise américaine.

Le PIB recule de 0,3% au second trimestre

Au printemps dernier, l'INSEE annonçait une croissance positive pour le second trimestre de l'année 2003. La Banque de France avait pris le contre-pied de cette prévision optimiste, en annonçant une croissance zéro pour ce même second trimestre, ce que nous avons commenté à l'époque. Or il apparaît avec le recul que la Banque de France elle-même péchait pas excès d'optimisme. L'INSEE vient de faire connaître les résultats pour ce second semestre : finalement, le PIB aura reculé de 0,3%. Nous voilà en pleine récession, même si, au sens strict du terme, il n'y a récession qu'après avoir constaté deux trimestres consécutifs de recul de la production.

Mais nous n'en sommes pas loin. En effet, pour les trois derniers mois de 2002, le PIB avait reculé de 0,1%. Pour le premier trimestre 2003, on avait annoncé une croissance de 0,3%, ce qui avait pu faire croire que la récession s'éloignait. Mais ce chiffre a été révisé en baisse à 0,2%. Comme le troisième trimestre sera mauvais, nous serons certainement en récession. Pour l'instant, l'acquis de croissance, c'est à dire la croissance que l'on aurait en 2003 si les deux derniers trimestres de l'année connaissaient une croissance zéro, est à peine de 0,1%...

Il se trouve que pour la préparation du budget 2003, le gouvernement avait tablé sur une croissance de 2,5% pour l'année. Il a dû ensuite réduire peu à peu cette estimation, à 1,3% d'abord, puis « à peine 1% ». L'INSEE pour sa part annonçait 0,8%. Quant aux instituts privés, compte tenu du résultat du second trimestre, ils donnent une fourchette entre 0,5 et 0,6% : autrement dit sur l'ensemble de l'année 2003, nous ne serons pas loin de la croissance zéro.

Tous les indicateurs sont au rouge

BOVE : « UN VERITABLE CADEAU DU BON DIEU »

L'expression est jolie. Elle vient de Jean-Luc MELENCHON, responsable du courant Nouveau Monde au parti socialiste et exprime bien l'opinion de toute la gauche : « Il faut rendre grâce à José BOVE de ce qu'il a fait pour notre pays et pour la gauche. C'est un véritable cadeau du bon Dieu pour nous qu'il existe actuellement un mouvement de contestation aussi puissant ». Jean Luc MELANCHON n'est pas très rancunier, puisque certains des amis de M. BOVE ont démonté (c'est leur habitude) le stand du parti socialiste lors de la rencontre du Larzac.

Il est vrai que José BOVE a été -avec la canicule- la vedette de l'été en France. C'est dire à quel niveau est tombée la politique française. Car M. BOVE, dont nous avons plusieurs fois conté ici même les exploits, n'est rien d'autre qu'un extrémiste de gauche, proche des mouvements trotskistes, nostalgique de la glorieuse époque du communisme international. En outre, c'est un délinquant, multirécidiviste, coupable de nombreuses atteintes au droit de propriété, de saccages et destructions, qui a été condamné plusieurs fois par la justice française. Ce n'est que grâce à l'étrange indulgence du Président de la République qu'il a été grâcié non seulement de deux mois dans le mouvement général du 14 juillet, mais encore de deux mois de plus à titre personnel. Cela a permis au juge de transformer les mois de prison restant en une peine à l'extérieur, lui permettant de rentrer chez lui et de travailler dans la journée ... aux mouvements de contestation du Larzac. Le parquet n'a rien trouvé à redire à cette étrange libération et non moins étrange affectation.

M. BOVE a donc purgé sa peine en organisant la contestation contre le gouvernement et surtout contre la société libérale. Il a réuni non seulement les mouvements antimondialisation -comme Attac par exemple- mais aussi tous les mécontents d'extrême gauche, des intermittents du spectacle aux professeurs opposés à la réforme des retraites, dont les problèmes pourtant n'avaient rien à voir avec la mondialisation. Cette complaisance des pouvoirs publics pour un mouvement non seulement contestataire mais révolutionnaire est d'un laxisme coupable, qui aura des suites. Car en conclusion du Larzac, José BOVE a promis un « mois de septembre qui doit être non pas chaud, mais brûlant, où tout le monde doit être dans la rue ». Violence, illégalité et blocage de la société seront au programme.

Ce rassemblement a été un succès, c'est indéniable, grâce à cette complaisance des pouvoirs publics, mais aussi à celle des médias qui donnaient même des conseils pour rejoindre cette formidable fête de la solidarité. Il montre tout le travail à faire sur le plan de la bataille des idées, en particulier dans le domaine de la mondialisation et ce n'est pas pour rien que l'Université d'Eté de la Nouvelle Economie a choisi comme thème cette année « les vraies perspectives de la concurrence ».

Enfin un dernier commentaire s'impose : il concerne les réactions du monde politique. Non seulement Jacques CHIRAC semble avoir un peu de faiblesse pour BOVE et ses thèses, mais aussi de nombreux parlementaires de la majorité ont eu des réactions qui laissent rêveur. François BAYROU a cru bon de dire que « c'est un mouvement important qui est en train de naître ». Certes, a-t-il dit, « je suis en désaccord avec certains aspects du diagnostic » -ce qui veut dire qu'il est d'accord avec d'autres- « mais je me sens en phase avec des exigences qui s'expriment parfois dans le désordre ». Maurice LEROY, député UDF du Loir et Cher « comprend et partage l'élan de ces milliers de gens qui se sont retrouvés au Larzac », soulignant leur « générosité ». La générosité des totalitaires est un mythe, comment gouverner leur propagande ?

M. DOUSTE-BLAZY lui-même, au nom de l'UMP, a compris l'existence « d'un vrai désarroi chez nos concitoyens devant une situation d'injustice mondiale » ; d'ailleurs même si ses solutions ne sont pas bonnes José BOVE « dresse un diagnostic sur lequel on peut tous tomber d'accord ». Voilà bien le fond du problème : la complaisance de la classe politique à l'égard de l'extrême-gauche « altermondialiste » s'explique par l'ignorance crasse de la nature et des perspectives de la mondialisation, et par la démagogie : il est de bon ton de faire des risettes à la vedette du jour, nouvel interlocuteur honorable et incontournable. Comme hier Monsieur BESANCENNOT ou Madame LAGUILLIER. Le discours est pourtant le même. Stalinien.

PAS DE VRAIE REDUCTION DU NOMBRE DE FONCTIONNAIRES

Nous avons suivi tout au long du printemps les discussions gouvernementales sur la préparation du budget 2004 et en particulier sur un élément central des dépenses : l'évolution du nombre de fonctionnaires. Tout le monde sait que l'évolution démographique offre l'occasion de réaliser une réduction des effectifs en douceur : comme il y a de nombreux départs à la retraite, il suffit de ne pas renouveler les postes ainsi libérés.

Le gouvernement semblait avoir compris que c'était le mode prioritaire et indispensable de réduction des dépenses, a fortiori s'il entend en même temps réduire les déficits et diminuer les impôts. Il avait donc laissé entendre en mai que seul un fonctionnaire sur deux partant en retraite serait remplacé. Comme il y a environ 60 000 départs l'an prochain, cela ferait une diminution de 30 000 postes. On aurait pu s'attendre à mieux, mais c'était un premier pas, d'autant plus que dans le budget 2003 la réduction du nombre de fonctionnaires est seulement symbolique (- 1089).

Dans les lettres plafonds envoyées en juin par le premier ministre à chaque ministre cette disposition avait déjà disparu. Maintenant c'est certain : on abandonne les bonnes résolutions. Il est vrai qu'entre temps on avait assisté aux grandes grèves de l'Education Nationale et qu'il fallait rassurer des enseignants -puisque quoiqu'on en dise c'est la rue qui décide- qui ne doivent pas être, comme le dit J-P RAFFARIN « blessés par une évolution budgétaire trop brutale ». Résultat : le budget de l'Education va progresser de 2 ou 3% (on en saura plus fin septembre) et dans ces conditions le nombre d'emplois d'enseignants ne serait pas diminué. Il y aurait sans doute un millier d'emplois administratifs supprimés, mais comme 4 000 postes supplémentaires d'assistants d'éducation vont être créés (ceux qui remplacent les emplois-jeunes) au delà de ce qui était déjà prévu, on est donc loin d'une diminution. Et comme l'éducation représente 64% des effectifs de l'Etat, on voit qu'on sera loin du compte. Il faut en outre tenir compte des secteurs prioritaires où l'on crée des postes, comme la police et la justice : il ne reste guère de marge de manœuvre. Tout au plus y aura-t-il quelques suppressions ailleurs, par exemple 2 000 au ministère des finances.

Bref, selon les dernières estimations, le nombre de fonctionnaires devrait diminuer au mieux d'environ 5 000, au lieu des 30 000 prévus au départ. Autrement dit, la diminution annoncée du nombre de fonctionnaires est passée à la trappe. Si ces chiffres sont confirmés d'ici quelques jours avec la maquette définitive du budget, M. RAFFARIN devra nous expliquer comment il entend gérer en même temps une hausse des dépenses, en raison du maintien des effectifs, une baisse des impôts et une réduction des déficits. La dérive des finances publiques françaises va donc se poursuivre. La paix sociale est à ce prix : du moins le croit-on naïvement dans les allées du pouvoir.

ATTAC VEUT NATIONALISER LES ENTREPRISES

A la pointe de l'extrême-gauche, au cœur du Larzac et des alters, on trouve le fameux mouvement ATTAC, célèbre pour avoir proposé d'appliquer la taxe TOBIN. ATTAC vient de tenir son Université d'Eté en Arles, avec un soutien financier considérable des pouvoirs publics, y compris des collectivités locales, et un soutien médiatique inimaginable. Pendant ce temps, silence assourdissant sur l'Université d'Eté de la Nouvelle Economie.

Mais si tout le monde connaît ATTAC, personne ne s'est jamais intéressé à son programme et à ses propositions, en dehors de la taxe TOBIN. Mais comme son Président, Jacques NIKONOFF, membre du Comité Central du Parti Communiste, a pu s'exprimer largement dans la presse pour annoncer son Université d'Eté, nous connaissons enfin son programme. Dans la Provence du 22 août (cinq colonnes d'interview s'il vous plaît) il présente ses propositions. La première, bien entendu est la taxe TOBIN. « Deuxième proposition : affaiblir les marchés d'actions. Les bourses ont d'ailleurs baissé et nous en sommes très contents. Pour parvenir à réduire le nombre d'actions en circulation, il faut cesser de privatiser et recommencer à faire en sorte que les Etats prennent des parts de capital

dans les entreprises comme cela a été fait par exemple avec Alstom ». (En français, cela s'appelle nationaliser les entreprises, comme à la belle époque de l'URSS tant aimée du PCF).

« Troisième solution : l'encadrement des marchés. Il n'y a aucune raison pour que les capitaux circulent quelques heures dans le seul but de spéculer. Cela ne favorise pas le développement économique. Il faut aussi réduire l'épargne de manière à alimenter le développement économique réel. Pour y parvenir, nous demandons à supprimer les avantages fiscaux, ainsi qu'une grande quantité de produits d'épargne. Nous voulons reconstruire le système autour du livret A de la Caisse d'Epargne parce que c'est un produit formidable qui a permis le financement des canaux, des écoles et aujourd'hui du logement social. »

ATTAC propose également d'annuler la dette du tiers-monde, mais aussi de créer des emplois financés sur fonds publics pour régler le problème du chômage (« Il n'y a pas d'autres solutions »). Pour le reste, M. NIKONOFF attaque les libéraux qui vouent « une véritable croyance dans le marché. Cela relève du religieux, on n'est plus dans l'économie ». Il paraît que depuis 20 ans on n'a cessé de réduire la place de l'Etat et d'accroître celle du marché. Donc on « a besoin d'un renouveau de l'intervention de l'Etat dans l'économie. Le marché a fait la preuve qu'il ne pouvait pas résoudre les problèmes. Les pays qui s'en sortent le mieux sont ceux où l'Etat joue un rôle de régulation ».

Trois remarques seulement. D'abord M. NIKONOFF ment ; ce qu'il dit est faux et tout le monde l'a compris. C'est l'Etat, qui, depuis des années, paralyse l'économie et seuls les pays qui réduisent le rôle de l'Etat s'en sortent. Ensuite, le programme d'ATTAC est bien connu, puisqu'il a déjà été appliqué, dans les démocraties populaires, avec le succès que l'on sait. Enfin, on peut s'étonner que le parti socialiste cherche à s'appuyer sur les mouvements antimondialisation tels qu'ATTAC ; la seule explication cohérente serait qu'eux aussi soient revenus au marxisme pur et dur..

JACK LANG MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Nous avons dû être distraits cet été, mais il semble bien que, sans nous prévenir, J-P RAFFARIN ait nommé Jack LANG ministre de l'Education Nationale, en remplacement de Luc FERRY. Nous en avons trouvé un premier indice dans le projet de budget dont nous parlons ailleurs et en particulier dans le fait que le nombre d'enseignants n'ait pas diminué dans le budget 2004 : jamais un ministre libéral n'aurait conservé le même nombre de fonctionnaires ; seul un socialiste pouvait le faire.

Un deuxième indice se trouve dans l'interview de Jack LANG à l'Express : « 90% des mesures que j'ai alors décidées (entre 2000 et 2002) et dont je voulais rappeler le sens (dans un livre qui vient de sortir) vont s'appliquer lors de la rentrée prochaine : les nouveaux programmes de l'école maternelle et élémentaire, la diversification des parcours au collège grâce aux itinéraires de découverte en cinquième et en quatrième et à la troisième préprofessionnelle. S'y ajoute la nouvelle architecture des diplômes universitaires, initiée par Claude ALLEGRE et parachevée par moi-même ».

Puisque c'est le programme de Jack LANG que l'on applique, c'est bien Jack LANG qui doit être ministre. D'ailleurs Jack LANG est clair « A quelques nuances près, j'aurais pu en effet signer sans hésiter la circulaire ministérielle de rentrée ». « Ses fameux chantiers ne font que reprendre, ce dont je me félicite par ailleurs, des mesures lancées avant son arrivée ».

Reste une mesure que l'on attribue à Luc FERRY et que l'on juge courageuse, c'est le non paiement des jours de grève et en particulier des jours de congés lorsqu'ils sont précédés et suivis de jours de grève. Mais ce n'est pas une mesure courageuse, c'est la loi purement et simplement, confirmée par une jurisprudence du Conseil d'Etat (l'arrêt OMONT). Doit-on se réjouir et trouver extraordinaire qu'un ministre applique la loi ? Sur ce point le ministre rassure les syndicats / il veillera à la mise en œuvre « la plus équitable possible » des retenues sur salaires. « L'arrêt OMONT sera appliqué de façon intelligente », c'est à dire dans le sens laxiste voulu par les syndicats. D'ailleurs faute d'informations fournies par certains proviseurs, pour l'instant aucune retenue importante ne semble avoir été faite, du moins sur le salaire de juillet. Oui, c'est bien Jack LANG qui doit, à nouveau, être ministre de l'Education Nationale. Cela suffira-t-il à calmer les syndicats d'enseignants ?

CANICULE : QU'A FAIT LE GOUVERNEMENT ?

L'autre vedette du mois d'août qui vient de s'écouler –avec José BOVE- a donc été la canicule. Il paraît que l'on a battu des records de chaleur -ce qui est possible- mais comme l'hiver on nous dit battre des records de froid ou de neige, il faut être prudent avant d'accuser la pollution industrielle de réchauffer la planète. Mais ce n'est pas ce débat qui a retenu notre attention. C'est celui sur l'incompétence de l'Etat ou du gouvernement.

Dans cette affaire, tout le monde a marché sur la tête : l'opposition -en accusant le gouvernement- et celui-ci, en faisant croire qu'il pouvait faire quelque chose : une surenchère dans l'assistanat en quelque sorte. Il n'y a guère que Bernard KOUCHNER, ancien ministre de la santé, qui ait fait preuve d'un peu de bon sens en déclarant : « si l'on pense que le gouvernement va changer la nature des choses et la température, on se trompe. Qu'est-ce que c'est que ce

XXVI° UNIVERSITE D'ETE DE LA NOUVELLE ECONOMIE

C'est, comme chaque année depuis 1978, le grand départ pour l'Université d'Eté de la Nouvelle Economie. L'idée de cette Université revient à Pascal SALIN, l'un des créateurs avec Jacques GARELLO du groupe des Nouveaux Economistes.

Un petit rappel historique : pourquoi « Nouveaux Economistes » ? C'est qu'à l'époque près de 90% des économistes français étaient hostiles à l'économie de marché et au capitalisme. Il était original à l'époque de diffuser en France les idées qui avaient déjà fait un bon bout de chemin dans le monde entier, sous l'impulsion des maîtres éminents que furent Hayek, Friedman, Stigler, Buchanan, Coase, tous couronnés par le prix Nobel d'économie. Mais l'exception française voulait que dans nos universités et nos manuels scolaires d'économie on ne connaisse que Marx et Keynes, tous deux persuadés de la chute inéluctable d'un système de libre marché. D'après ce qui précède, on comprend qu'il n'y a aucune raison pour changer l'appellation du groupe : nous sommes encore aujourd'hui des Nouveaux Economistes, puisque l'exception française est toujours là. Mais si en 1978 les Français pouvaient encore gober la propagande socialo-communiste, au point qu'ils voteront pour le programme commun et porteront la gauche au pouvoir en 1981, ce qui se passe aujourd'hui est plus surprenant. Entre temps, on a vécu l'effondrement total des économies de plan, les bienfaits du libre échange sont visibles, et on a enfin su la vérité sur les régimes communistes et les dictatures. Ces évidences sont effacées par la nouvelle propagande étato-nationaliste, dans laquelle excellent non seulement les attardés du marxisme, mais aussi les ignorants de la science économique, et encore la droite dirigiste et populiste aujourd'hui au pouvoir en France. Plus que jamais, la France a besoin de connaître la « Nouvelle Economie ».

Clin d'œil de l'histoire : c'est Pascal SALIN qui présidera la première journée de ces débats à Aix en Provence, sur le thème de la dimension économique de la concurrence. Le dîner d'ouverture, dimanche 31 août, donnera l'occasion d'entendre des experts éminents parler de la concurrence internationale et de l'incidence de la reprise américaine et de la politique monétaire de la FED. Gerard O'Driscoll, ancien Vice Président de la FED (Dallas, Texas), John Fund, directeur du département économique au Wall Street Journal (New York), et Enrico Colombatto, professeur à l'Université de Turin et directeur de l'ICER (International Center for Economic Research), donneront le ton de cette XXVI° édition.

Comme à l'accoutumée, la Nouvelle Lettre donnera le compte rendu des travaux de cette Université dans chaque numéro au cours des prochains mois.

AU SOMMAIRE DU N°760 :

EDITORIAL : Un silence assourdissant pp. 1-2

CONJONCTURE : Récession en France, reprise aux Etats-Unis pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Bové : « Un véritable cadeau du bon Dieu » p. 4 – Pas de vraie réduction du nombre de fonctionnaires p. 5 – ATTAC veut nationaliser les entreprises pp. 5-6 – Jack Lang ministre de l'Education Nationale p. 6 – Canicule : qu'a fait le gouvernement ? p. 7 -

SPÉCIAL UNIVERSITÉ D'ÉTÉ : XXVI° Université d'Eté de la Nouvelle Economie p. 8

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : €30.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : €92.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org